

**3èmes Rencontres Europe - Amérique latine de  
Biarritz**

**8 et 9 novembre 2002**

**Synthèses**

## 1<sup>ère</sup> table ronde : Les entreprises et les banques face aux faillites des Etats souverains

---

### Parrainage :

- Carlos Quenan, Maître de Conférences, Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (IHEAL), France

### Intervenants :

- Ricardo Frencch Davis : Conseiller en politique économique, Nations Unies - CEPAL
- José Luis Machinea : Conseiller spécial de la BID, ex-Ministre de l'Economie, Argentine
- Abelard Pachano : Président de la Banque Produbanco, Equateur
- João Rendeiro : Président de la Banque Privée Portugaise
- Franck Riboud : Président Directeur Général du Groupe Danone, France
- Lizardo Arturo Sosa Lopes : Président de la Banque Centrale du Guatemala

### Amérique latine : sortie de crise difficile

**Comment expliquer la crise qui touche les pays d'Amérique Latine, et comment la désamorcer ? Ces deux questions simples recouvrent une réalité complexe. Tous les participants l'ont souligné : les facteurs, comme les solutions, sont à la fois nationales et internationales.**

La crise argentine participe d'abord d'une tourmente économique frappant l'ensemble des pays émergents, qui se sont surendettés pour mettre en œuvre leur développement, avant de subir de brusques effondrements financiers. Dernière victime sur la liste noire, l'Argentine vient après le Mexique, la Russie, l'Asie du sud-est... « Le flux de capitaux vers les pays émergents a baissé de cinq points par an » depuis 1996, a précisé José Luis Machinea, conseiller spécial de la BID (Banque interaméricaine de développement) et ex-ministre argentin de l'économie.

Les raisons du mal sont aussi d'ordre interne. Pour João Rendeiro, président de la Banque Privée portugaise, créancier et investisseur au Brésil : « les banques ne prêtent de l'argent que lorsque le rating des Etats est suffisamment élevé ». S'il ne l'est pas, c'est que la politique macro-économique nationale manque de rigueur. Aux Etats, donc, de s'engager dans une politique économique et sociale stabilisatrice, à l'instar du Brésil de Lula Da Silva, dans lequel João Rendeiro fonde beaucoup d'espairs. Rien n'est simple cependant, comme l'a rappelé le modérateur, Carlos Quenan. Le rating d'un pays est en effet déterminé par les agences de notations, qui ont tendance à adopter une démarche pro-cyclique, en baissant les ratings quand la situation économique se dégrade...

L'imbrication des causes entraîne logiquement des propositions de solutions mixtes. Cette double approche a été synthétisée par José Luis Machinea. Pour lui, il faut que les pays concernés « fasse leur devoir », mais aussi que le monde prenne ses responsabilités en intervenant de manière volontariste, dans un contexte de globalisation, pour restructurer la dette des pays émergents. « Les institutions financières internationales parlent beaucoup de mettre en place des

mécanismes d'aides contre la chute des capitaux privés, mais elles agissent peu », a regretté le conseiller de la BID qui s'est déclaré favorable à la création d'une cour internationale, qui puisse rationaliser les relations entre débiteurs et créditeurs.

Mais il reste pessimiste : « Le secteur privé a peur de perdre du poids dans une telle négociation. » Autre cause du blocage, « les pays émergents eux-mêmes ne participent pas aux débats, par peur d'être sanctionnés par les marchés. »

Abelardo Pachano, Président de la banque équatorienne Produbanco, a jugé pour sa part qu'une politique macroéconomique équilibrée, associée aux renforcements des institutions nationales « dans tous les domaines », était le gage d'une « société plus équitable et plus juste ». Une réponse au sombre tableau de l'impact social des crises, dressé par le conseiller des Nations-Unies Ricardo Ffrench Davis.

Tous les intervenants ont donc affirmé l'importance de « la bonne gouvernance », d'Etat ou d'entreprise, dans le règlement de la crise. Tous ont vanté les mérites stabilisateurs de la démocratisation, comme Lizardo Arturo Sosa Lopez, Président de la Banque centrale du Guatemala, qui a appelé à améliorer encore les systèmes éducatifs et judiciaires.

De son côté, le PDG de Danone Franck Riboud a jugé ces « débats techniques » très éloignés des populations qui souffrent du drame. Parlant de faillite « éthique et morale autant qu'économique », il a affirmé qu'une entreprise comme Danone a le devoir, en investissant dans un pays, d'y jouer un rôle social. « La question de quitter l'Argentine ne se pose pas, a-t-il déclaré. Mais nous avons besoin d'être sécurisés. Quelqu'un doit prendre le problème par un bout. » Estimant que la crise n'a pu survenir du jour au lendemain, il s'est interrogé : « Qui a joué au pyromane en pensant que le FMI allait jouer au pompier ? » Il craint à présent que le « tour de vis » demandé par le FMI à l'Argentine menace les quelques pans de l'économie encore sur pied.

Ces débats ont mis en évidence l'inquiétude dans laquelle est plongée l'Amérique latine. Malaise qui a trouvé une expression plus forte encore dans la bouche d'un chef d'entreprise équatorien à la fin du débat. « Produit-on pour générer de l'argent ? », a-t-il questionné, « ou faut-il avoir de l'argent pour produire ? » Avant de conclure : « Sans argent, nous n'avons pas d'avenir. Est-ce que c'est juste ? Quel est notre avenir ? »

## 2<sup>e</sup> table ronde : les négociations de l'Union Européenne avec ses partenaires latino-américains

---

### Parrainage :

- Alfredo Valladao, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Chaire Mercosur, France

### Intervenants :

- Roberto Abusada Salah : Directeur de l'Institut Péruvien d'Economie, Pérou
- Rosendo Fraga : Président de la Fondation « Union para la Nueva Mayoría », Argentine
- Carlos Alb.Simas Magalhaes : Représentant du Président de la République pour le Mercosur, Brésil
- José Ignacio Salafranca Sanchez-Neyra : Vice-président du Groupe de Parti Populaire européen - Démocrates Chrétiens, Parlement Européen
- Gilman Viana Rodrigues : Vice-président de la Confédération Nationale de l'Agriculture, Brésil
- Jorge Tarud, Président de la Commission des Affaires Etrangères, Congrès des Députés, Chili

### Un espoir dans l'Europe

« Quand on parle des rapports entre l'Europe et l'Amérique latine, on commence souvent par des banalités ». La table ronde consacrée aux « Négociations de l'Union européenne avec ses partenaires latino-américains » a su échapper à cette habitude d'avance dénoncée par le modérateur. La communauté culturelle, a-t-il souligné, « est nécessaire, mais pas suffisante. La base d'une bonne relation, ce sont les relations économiques et commerciales ». Or, quel est le constat ? L'Amérique latine et l'Union européenne affrontent un défi urgent qui vient de l'accélération des grandes négociations commerciales. Et surtout de la constitution, à partir de 2005, d'une vaste zone de libre-échange englobant l'ensemble de l'hémisphère américain, l'ALCA.

« Pour les sud-américains l'enjeu est de savoir s'ils seront capables de maintenir leur position de « global traders » avec des relations commerciales équilibrées entre les principaux marchés de la planète, en évitant le tête à tête avec les Etats-Unis.

Pour l'Europe il s'agit de ne pas se retrouver marginalisée face à un immense marché pan-américain qui jouera un rôle central dans le monde en matière de relations commerciales et de production de règles et standards à vocation universelle », a résumé Alfredo Valladao, de l'Institut d'études politiques de Paris.

Directeur de l'Institut péruvien d'économie, Roberto Abusada Salah estime que l'Union européenne doit changer de stratégie avec les pays d'Amérique latine, notamment avec le Mercosur, et créer de nouveaux modes d'échange. Les relations actuelles sont, à ses yeux, trop bureaucratiques, les diplomates étant souvent les uniques interlocuteurs, alors que les ministres de l'agriculture ou des finances devraient, selon lui, avoir voix au chapitre. Le Péruvien a reconnu que dans les pays du groupe andin, à la différence du Mercosur, on avait souvent recours à des politiques peu compatibles avec le bilatéralisme.

Comment renforcer ces liens entre l'Europe et l'Amérique latine ? Rosendo Fraga, président en Argentine de la Fondation « Union para la Nueva Mayoría », a fait état de sondages montrant que, selon les pays d'Amérique latine, la capacité d'attraction des Etats-Unis était plus ou moins grande. « Plus on descend vers le sud, plus il y a d'affinités avec l'Europe ». Et cela malgré une absence quasi-totale de l'Europe sur la télé et sur Internet.

Seul représentant européen à la table ronde, l'Espagnol José Ignacio Salafranca Sanchez-Neyra, vice-président du groupe du Parti Populaire Européen-Démocrates Chrétiens au Parlement européen, a remarqué avec humour qu'il avait l'impression d'être, ce jour-là, « un cow-boy solitaire ». Il s'est efforcé de défendre les positions de l'Union européenne en rappelant qu'elle était actuellement aux prises avec son processus d'élargissement.

Il s'est félicité de l'accord passé jadis avec le Mexique, « le plus novateur signé par l'Union européenne avec un pays tiers », et a émis l'espoir que les négociations avec le Mercosur aboutiraient rapidement à un document en bonne et due forme.

L'intransigeance européenne, la propension de l'Europe à refuser des ouvertures conséquentes dans la libéralisation des marchés agricoles est souvent critiquée par les latino-américains. Lors de cette table ronde le gel de la PAC (Politique agricole commune) a été mis en accusation. José Ignacio Salafranca s'est voulu néanmoins rassurant :

« Tous les produits agricoles, sauf ceux qui ont un régime spécial sont sans barrière tarifaire ». Et sans rêver d'une « lune de miel permanente », ce parlementaire a affirmé haut et fort la volonté de l'Union européenne de développer ces relations avec l'Amérique latine. Dans l'intérêt général.

### 3<sup>e</sup> table ronde - Le partenariat public/privé : clé essentielle du développement.

---

#### Parrainage :

- Jean-Michel Saussois, Professeur ESCP-EAP European School of Management, Centre d'Etudes et de Recherche Amérique Latine Europe (CERALE)

#### Intervenants :

- Marie-Françoise Bechtel : Directrice de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), France
- Michel Camdessus : ancien Directeur Général du FMI, France
- Fernando Carrion M. : Directeur de Flasco - « Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales »
- Julio Castellanos : Secrétaire National du PAN, Secrétaire à l'action gouvernementale, Mexique
- Mauricio Macri : candidat à la Mairie de Buenos Aires, Argentine
- Demetrio Sodi : Sénateur, Mexique

#### Des réussites, mais pas sans encadrement !

**L'opposition radicale, confinant à l'hostilité, entre la notion de service public et celle de secteur privé, est obsolète. C'est ce qui est clairement ressorti de cette troisième rencontre. Autour de cette idée centrale, chaque intervenant a tiré de son expérience une histoire, une nuance, une illustration.**

Michel Camdessus a choisi un exemple d'une ampleur universelle : l'eau, symbole même de la vie. L'ancien directeur général du FMI travaille actuellement à trouver une solution au problème du financement des investissements de l'eau dans le monde. Il s'agit, d'ici à 2015, de réduire de moitié la proportion de 1,4 milliard de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable ; de moitié également celle des gens n'ayant pas accès à un système d'assainissement des eaux usagées. Pour atteindre ces objectifs, il faudrait équiper 400 000 personnes par jour ! Parce que la tâche est extraordinairement vaste et complexe, il a la conviction qu'elle ne peut être menée à bien qu'au travers d'un partenariat entre les secteurs public et privé. Seul, aucun des deux secteurs n'a la possibilité d'y parvenir. Pour le secteur privé, le risque serait trop important, la rentabilité trop éloignée dans le temps. Quant au secteur public, il manque de ressources. Un partenariat lui permet de conserver sa fonction régulatrice, tout en bénéficiant de l'intervention du secteur privé, au niveau du financement et de la gestion. En somme, *« l'argent public doit servir de catalyseur pour générer des investissements privés plus importants »*, a conclu Michel Camdessus.

Fernando Carrión, directeur de Flasco (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales), a pour sa part insisté sur l'intérêt de partenariats public/privé au niveau local. Avec 16 600 municipalités, et 78 % de citoyens aujourd'hui contre 41 % il y a 50 ans, l'Amérique latine a dû imaginer de nouveaux mécanismes de prestations de service, dans les régions reculées comme aux périphéries des villes.

Julio Castellanos, secrétaire national du PAN et secrétaire à l'action gouvernementale au Mexique, a ébauché un portrait positif de son pays. Le partenariat entre secteurs public et privé, considéré comme une clé du développement par le président Vicente Fox, a permis selon lui au gouvernement de devenir un partenaire stratégique des entreprises, en leur assurant les conditions adéquates pour être compétitives.

Mauricio Macri, candidat à la mairie de Buenos Aires, est également, chaque jour, confronté à la question des rapports entre secteurs public et privé. Pour trouver des solutions concrètes et inventives aux problèmes sociaux, il travaille avec des professionnels prêts à s'associer au service public. Le partenariat avec les ONG permet par exemple de donner à manger à plus de 70 000 personnes. Dans les domaines de la santé et de l'éducation, des agences sont capables de rechercher un niveau de qualité maximale, tout en restant indépendantes des considérations politiques. Mais Mauricio Macri a aussi rappelé que les privatisations ambitieuses des années 1990, réalisées sans contrôle éthique, avaient eu pour certaines des conséquences catastrophiques. Pour être bénéfiques, les partenariats public/privé doivent donc tenir compte des leçons du passé.

S'il y a eu des nuances à ce tableau positif d'un nouveau modèle de relations entre secteurs public et privé, elles sont venues de la directrice de l'ENA (Ecole nationale de l'Administration), Marie-Françoise Bechtel, et du sénateur mexicain Demetrio Sodi. La première a plaidé pour que la recherche d'un équilibre entre privé et public se fasse à la lumière de la diversité des cultures, des traditions nationales, des situations spécifiques. Attention, en effet, à ne pas diaboliser l'action publique, ou à ne pas lui attribuer les concepts propres au secteur privé, comme celui de gouvernance. Les rapports entre privé et public doivent être placés sous le signe de la complémentarité. Appliquer un modèle unique à des situations et des sociétés différentes serait une erreur. Un diagnostic des besoins spécifiques par région lui paraît plus approprié.

Plus radical, Demetrio Sodi a regretté que le Mexique, pour avoir foncé tête baissée dans une logique de privatisation sans se soucier de préserver un secteur public fort, ait appauvri sa population sans enrichir son Etat. Il a posé la question : « *Quand un Etat est si pauvre qu'il ne peut même pas assurer ses propres fonctions, peut-il y avoir des partenariats privé/public ?* ». En guise de réponse, le sénateur a exprimé son désir de voir, avant tout, l'Etat retrouver son rôle et sa responsabilité.

## 4<sup>e</sup> table ronde - Stratégies de pénétration du marché en Europe et en Amérique latine.

---

### Parrainage :

- Ambassadeur Ludovico Incisa di Camarena, Institut Italo-latinoaméricain, Italie

### Intervenants :

- Francisco Aznar Vallejo : Vice Conseiller d'Action Extérieure et des Relations institutionnelles, Gouvernement des Canaries, Espagne.
- Jean-Michel Gires : Directeur, Développement des Durables, TotalFinaElf, France.
- Gustavo Marturet : Président du « Banco Mercantil », Venezuela.
- Jaime Ravinet de la Fuente : Ministre de l'Urbanisme et des Biens Nationaux, Chili.
- Hugo Varsky : Président du Comité International du Club des Régions, Groupe Bolivar, Argentine.

### Marché : les PME/PMI détiennent la clé

La régionalisation est, semble-t-il, l'une des clés du développement des marchés en Amérique latine. C'est du moins l'opinion de Francisco Aznar Vallejo, Vice Conseiller d'action extérieure et des relations institutionnelles au gouvernement autonome des Canaries, en Espagne, l'un des invités de la table ronde de vendredi après-midi. Elle portait sur les « Stratégies de développement du marché en Europe et en Amérique latine », mais ce terme de pénétration a été jugé peu approprié par le modérateur.

Il lui préfère celui de « collaboration », l'objectif de l'Amérique latine étant d'augmenter son marché de consommation, pour le moment très réduit, face à un marché européen plus compétitif et volontiers protectionniste. Car l'Amérique latine, a-t-il souligné, n'a rien d'un désert financier, les investissements existent, mais il faut les développer.

Selon le gouverneur des Canaries, région insulaire qui fut durant cinq siècles exportateur de main-d'œuvre et en est désormais récepteur, ce développement ne peut passer que par des relations particulières. « *Les programmes élaborés à Bruxelles méconnaissent la réalité de l'Amérique latine* », estime Francisco Aznar Vallejo. A l'appui de ses propos il a cité l'exemple de ses îles qui, ces dix dernières années, ont établi des relations avec différentes régions et différents états d'Amérique latine. Avec succès puisque les entreprises canariennes implantées là-bas ont multiplié leur travail et leurs interventions.

Un exemple : pas moins de seize hôtels ouverts à Cuba. N'ayant pas de ressource particulière, les Canaries ont su transformer leur faiblesse en force.

Convaincu, lui aussi, de la pertinence de ces relations interrégionales, l'Argentin Hugo Varsky, président du Comité international du Club des Régions, a insisté également sur le rôle essentiel que doivent jouer les petites et moyennes entreprises qui représentent près de 80% de la capacité industrielle de

l'Amérique latine. « *Elles sont, dit-il, la base du tissu social de nos pays. Et c'est dans les régions que s'articulent les petites et moyennes entreprises* ».

Directeur à TotalFinaElf, le Français Jean-Michel Gires a fait état de son expérience d'investisseur dans ces pays. Dans les années 90, le groupe a investi pas moins de cinq milliards de dollars en Argentine, Bolivie, Colombie et Venezuela. Ce qui n'allait pas, fit-il remarquer, sans « prise de risques » dans des pays « *où le prix du pétrole fait du yo-yo* ». Mais cette expérience lui a, dit-il, beaucoup appris, et il s'est voulu résolument « optimiste » sur l'avenir de tels investissements. C'est aussi l'avis du Chilien Jaime Ravinet de la Fuente, ministre de l'urbanisme et des biens nationaux. Grâce au bond en avant qu'a connu son pays ces dernières années, les investissements étrangers représentent aujourd'hui 3,5% du PIB (produit intérieur brut). Le gouvernement chilien s'est donné un principe : traiter l'investisseur étranger comme un ressortissant national, lui éviter la double imposition. La recette est, apparemment, efficace : « *l'égalité de traitement donne une sécurité* ».

La plupart des pays d'Amérique latine ne connaissent malheureusement pas l'embellie du Chili, beaucoup se battent dans d'effroyables difficultés. « *Un monde où un cinquième de la population a moins d'un dollar par jour pour vivre n'est pas un monde sûr* », a déclaré le même Jaime Ravinet, affirmant la nécessité d'un nouvel ordre international qui, seul, permettrait de créer les bases d'un libre-échange équitable. Il a été rejoint par le Vénézuélien Gustavo Marturet, président du Banco Mercantil. « *Je suis convaincu, dit-il, que les investissements ne sont qu'un élément du développement. Le but véritable c'est le développement humain, et que les populations de nos pays atteignent un niveau social minimum. L'économie n'est qu'un élément.* » Et de conclure en exprimant l'espoir que, lors des prochaines Rencontres de Biarritz, cet « horrible niveau de pauvreté » ait baissé...

## 5<sup>e</sup> table ronde - L'aide au développement (sous condition) : moteur de la lutte contre la pauvreté.

---

### Parrainage :

- Xabier Albistur, Sénateur, ex-Maire de Saint Sébastien, Espagne

### Modérateur :

- Yves Saint-Geours, Directeur Général adjoint, Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement, Ministère des Affaires Etrangères, France

### Intervenants :

- Carlo Binetti : Représentant pour l'Europe de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Michel Celi Vegas : Président du Centre d'Echanges et de Coopération pour l'Amérique latine, CECAL.
- Maria de los Angeles Moreno Uriegas : Présidente de l'Assemblée législative du District Fédéral, ex-Présidente du Sénat et de la Chambre des Députés, Mexique.
- Fran Equiza : Directeur, Institut International de la « Gobernabilitat de Estudios para el Desarrollo ».
- Osvaldo Hurtado : ex-Président d'Equateur, Président de la « Corporacion de Estudios para el Desarrollo ».
- Thierry de Pierrefeu : Ministre du Tourisme, Honduras.

### L'urgence d'une réforme

**« En Amérique latine, il n'y a plus de prétexte pour justifier la pauvreté ».** Cette citation de Carlos Fuentes, rapportée par le sénateur espagnol et ex-maire de Saint-Sébastien Xavier Albistur, a donné le ton. Parce que la pauvreté est une violation des droits de l'homme, son éradication, même utopique, est un défi que les sociétés se doivent de relever. L'idée, indiscutable, n'a pas été discutée. Mais la question du moyen a été largement débattue, avec un fil conducteur : face à la pauvreté, la charité est inutile. Seul remède légitime ? **« Un vrai développement social »**, comme l'a souligné Maria de los Angeles Moreno Uriegas, présidente de l'Assemblée législative du District fédéral mexicain. Au sommet de Monterrey, en mars 2002, les pays occidentaux ont décidé d'augmenter leur contribution à l'aide au développement. Mais comment utiliser cette aide accrue de manière efficace ?

La BID (Banque Interaméricaine de Développement) travaille justement à améliorer les mécanismes d'aide. Son représentant européen Carlo Binetti a dressé un bilan mitigé des réformes menées dans les années 1990. **« C'est l'histoire du verre à moitié plein ou à moitié vide »**, a-t-il résumé.

Une intégration internationale et régionale des pays a été ébauchée, mais les réformes n'ont pas triomphé de la pauvreté. De terribles problèmes sociaux subsistent et provoquent une gigantesque crise de confiance au sein des populations. Pour rendre l'aide au développement plus efficace, la BID définit de nouveaux critères : stabilité macroéconomique, rénovation des institutions, compétitivité économique, augmentation des exportations, santé des PME et enfin, établissement de réseaux de protection sociale, pour que l'Etat puisse compenser les inégalités sociales.

Pour Michel Celi Vegas, Président du Centre d'Echanges et de Coopération pour l'Amérique latine (CECAL), la solution réside dans une croissance économique plus forte, mieux répartie entre les pays. Solution d'autant plus urgente qu'au moins 117 millions des 224 millions de pauvres en Amérique latine ont moins de 20 ans. Accepter une telle situation, c'est assombrir l'avenir. Il faut également accroître la coopération entre Etats, ONG et entreprises, pour mieux ajuster l'aide au développement à l'échelle locale.

Osvaldo Hurtado, ex-président d'Equateur et président de la Corporación de Estudios para el Desarrollo, a été plus loin, en affirmant que l'aide au développement était inutile si le pays récepteur ne se structurait pas de lui-même, politiquement et économiquement. « *C'est au premier chef la mission de l'Amérique latine et de ses pays de faire baisser la pauvreté, en organisant leurs gouvernements* », a-t-il affirmé. A titre de modèle à suivre, il a cité l'Espagne, qui a rattrapé son retard sur les autres pays européens grâce à l'établissement d'une bonne gouvernance : démocratisation et renforcement des institutions. La résolution de la pauvreté en Amérique latine repose donc sur l'établissement d'institutions publiques stables et efficaces, capables de contrôler le système financier et de mettre en œuvre un système éducatif public égalitaire. L'aide au développement doit être mise au service de cette tâche.

Maria de los Angeles Moreno Uriegas a insisté sur l'importance, pour les pays d'Amérique latine, de pouvoir vendre leurs produits de base sur les marchés occidentaux, dans le cadre d'un système de libre-échange comme celui qui unit le Mexique aux Etats-Unis. Selon elle, les échanges avec l'Europe devraient suivre cette voie.

Autre idée force, développée par Thierry de Pierrefeu, ministre du tourisme du Honduras : chaque pays doit développer ses avantages préférentiels pour être compétitif. Le tourisme durable, qui s'appuie sur des mécanismes de décentralisation, de respect de l'environnement et de préservation du patrimoine, peut par exemple, être un outil transversal de lutte contre la pauvreté. Important également : la rationalisation de la distribution de l'aide. « *A présent, c'est comme si nous écrivions au Père Noël pour demander ce dont nous avons besoin*, a illustré le ministre. *Mais il faut mettre en place des processus de gestion de l'aide, notamment à l'échelle régionale.* »

La réponse la plus directe à la question de départ a été donnée par Fran Equiza, directeur de l'Institut international de la Gobernabilitat de Catalogne. Non, pour lui, l'aide au développement n'est pas un moteur de lutte contre la pauvreté. Ses succès sont trop relatifs. La déclaration du millenium visait, d'ici à 2015, une baisse de moitié des personnes vivant avec moins d'un dollar par jour. Ces personnes étaient 29 % en 1990, 23 % en 1999. Mais à y regarder de plus près, les résultats sont très variables d'une région à l'autre. En Amérique latine, la pauvreté extrême n'a baissé que de deux points, et représente encore 15 % de la population. Pourquoi ? D'abord, parce que l'aide au développement souffre d'un déficit quantitatif : la plupart des pays donateurs ne respectent pas le taux de 0,7 % du PIB.

Ensuite, la qualité de la gestion de l'aide laisse à désirer : conditionnalité, réception et utilisation restent opaques. Il faut donc à tout prix réformer les conditions de la délivrance, en améliorant le fonctionnement des institutions dans les pays récepteurs. Mais aussi à l'échelle internationale : un système de gouvernance globale, « *ouvert, prévisible et non-discriminatoire* » est indispensable. Et Fran Equiza de conclure : « *Il est nécessaire de réformer l'aide au développement, mais sans instrument international pour renverser la situation riches/pauvres, ça ne sert à rien.* »

## 6<sup>e</sup> table ronde - Vers un meilleur équilibre entre Etats-Unis et Europe en Amérique Latine

---

### Parrainage :

- Xavier Gizard, Secrétaire Général, Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM)

### Intervenants :

- Patricia Bullrich, Présidente du parti politique « Unión por Todos », ex-Ministre du Travail, Argentine
- Cuauthemoc Cardenas, Présidente de la « Fundación para la Democracia Alternativa », Maire de Mexico 1997-2000, Mexique
- Carlos Cortés, Rédacteur en Chef de « La Nación », Costa Rica
- Luis Felipe Lampreia, ex-Ministre des Affaires Etrangères, Brésil
- Jacques Marcovitch, Secrétaire d'Etat à l'économie et à la Planification de l'Etat de Sao Paulo, Brésil
- Jean-Philippe Thierry, Président Directeur Général du Groupe AGF, France
- Ramón Torrent, Directeur de l'Observatoire de la Globalisation, Université de Barcelone, Espagne

### Europe-Amérique latine : Une prudence réciproque

« En Europe, on a trop longtemps considéré que l'Amérique latine était la chasse gardée des Etats-Unis », faisait remarquer Javier Pérez de Cuellar en clôture des troisièmes rencontres Europe Amérique latine de Biarritz . Lors de la dernière table ronde, les intervenants s'étaient précisément efforcés de montrer dans quelles conditions un meilleur équilibre entre Etats-Unis et Europe était envisageable en Amérique latine. Ancien maire de Mexico, président de la «Fundacion para la Democracia », Cuauthemoc Cardenas croit fermement que le Mexique, et l'Amérique latine en général, ont tout intérêt à renforcer leurs relations avec l'Europe. Son pays a déjà signé un traité avec l'Union européenne dont il se félicite. Les effets ne se sont pas fait attendre : depuis deux ans 30% de relations supplémentaires ont été enregistrées entre le Mexique et l'Union européenne. Mais cet accord, signé un peu précipitamment selon l'ancien maire, ne doit pas, d'après lui, se limiter au domaine commercial, mais englober également les droits de l'homme, le dialogue politique . Plus précis dans sa formulation il pourrait, à ses yeux, renforcer la présence de l'Europe au Mexique, et par voie de conséquence le développement de son pays. Cuauthemoc Cardenas a suggéré l'idée d'un observatoire international qui pourrait assurer le suivi de la mise en œuvre de cet accord.

L'Argentine Patricia Bullrich, ancien ministre du travail, présidente du parti politique « Union por todos » est apparue un peu plus prudente vis-à-vis de ces liens avec l'Europe. La relation de son pays avec les Etats-Unis a toujours été « compliquée », a-t-elle reconnu, le comportement du grand voisin étant surtout dépendant de choix géostratégiques. Un rapprochement panaméricain avait néanmoins été envisagé. « Le 11 septembre tout s'est arrêté », a-elle constaté . Patricia Bullrich souhaite que ce dialogue soit repris, tout en reconnaissant que les pays d'Amérique latine ont à faire entre eux un effort de convergence. Avec l'Europe les relations peuvent progresser, mais à condition, dit-elle, de juguler les problèmes de corruption entraînés par les privatisations, et de réduire les tarifs douaniers et les clauses agricoles.

Ramón Torrent, pour sa part, a souligné la quasi impossibilité pour l'Europe de parler d'une seule voix. Deux exemples : la participation des Etats européens au FMI qui se fait en ordre totalement dispersé ; les accords de protection des investissements que chaque Etat membre négocie séparément avec les pays latino-américains.

Il a dénoncé aussi l'absence de politique cohérente vis-à-vis de l'Amérique Latine : il y a de fait sept politiques différentes suivant les pays ou les régions (Mercosur, Cuba, Communauté Andine, ...).

Ancien ministre des affaires étrangères, le Brésilien Luis Felipe Lampreia s'est montré très réaliste, et pragmatique. Que l'Amérique latine se situe dans la sphère d'influence des Etats-Unis est, à ses yeux, une réalité indiscutable . Ce n'est pas, dit-il, « une conspiration », mais l'attraction d'Internet, de Demi Moore, des dessins animés ! « Il n'est pas vrai, déclara-t-il, que l'Europe soit lancée dans une grande politique d'alliance avec les pays d'Amérique latine . En tant que collectivité l'Europe est plutôt tournée vers les pays qui sont plus proches d'elle géographiquement ». Le Brésilien a par ailleurs reconnu que les gouvernements de plusieurs pays d'Amérique latine, à commencer par le sien, plus à gauche que ceux des années 90, étaient moins réceptifs à la présence d'entreprises étrangères. Mais, à ses yeux, peu importe. « le plus important, ce ne sont pas les discours, c'est l'effet concret. Que les entreprises européennes continuent à investir ... »

Quant au français Jean-Philippe Thierry, PDG du groupe AGF il rappela d'abord que les service de proximité que représente une entreprise comme la sienne, cette « banque du quotidien », s'étaient davantage implantés en Amérique latine qu'en Amérique du nord. Les AGF sont présentes dans cinq pays latino-américains. « Comme financeurs nous continuerons à voir dans l'Amérique du sud une opportunité de croissance ; Mais pour que les institutions financières continuent à se développer, il faudra une stabilité des institutions juridiques et politiques . Sinon, il y a un risque de les voir se retirer... »

\*\*\*\*\*